

« Puisque l'Occident assure le Sud global fait désormais



Les pays du Sud global, de moins en moins alignés sur l'Occident, refusent de punir la Russie. Pour tenter de les rallier à sa cause, Zelensky est allé plaider à la Ligue arabe, avant de filer à Hiroshima pour une rencontre avec l'Indien Modi et d'autres dirigeants du Sud invités au G7.

ENTRETIEN

VÉRONIQUE KIESEL

Refus d'appliquer les sanctions contre la Russie, rapprochement avec la Chine : le Sud global, qu'on appelait jadis Tiers-Monde, s'émancipe de plus en plus de l'Occident. Une rupture irrémédiable ? Alors que le G7 a invité à Hiroshima plusieurs dirigeants de ce Sud, décryptage avec Len Ishmael, ex-ambassadeur des Caraïbes Orientales à Bruxelles, experte en relations Nord-Sud, professeure d'université, notamment à la VUB, et coordinatrice et co-auteurice de l'ouvrage *Aftermath of War in Europe: The West Vs. The Global South* ?

La guerre en Ukraine a révélé un Occident plus uni que jamais, mais qui a échoué à convaincre ses alliés du Sud de se joindre aux sanctions contre la Russie. Ces pays sont-ils perdus pour l'Occident ?

Le Sud global s'est en effet émancipé des volontés de l'Occident. Ce fait est à replacer, plus largement, dans une période dans laquelle les crises se sont additionnées. L'an dernier, le monde pensait pouvoir se remettre de la pandémie du covid mais la guerre en Ukraine a éclaté. Et la crise climatique, dont les effets sont ressentis jusqu'en Europe, s'y ajoute. Les pays du Sud ont énormément souffert, sur les plans économiques et sociaux, des effets de la pandémie, car ils ne pouvaient pas compter sur les mêmes réserves financières que les Etats-Unis ou l'UE. Plusieurs d'entre eux sont déjà en défaut de paiement sur leur dette souveraine, comme le Sri Lanka, la Zambie, le Mali, le Surinam. De nombreux autres pays du Sud ont

perdu, selon les chiffres du FMI, un tiers de leur PIB par rapport à celui de 2019. Selon la FAO, il y avait, en 2019, 56 millions de personnes dans le Sud global affectées par la famine : leur nombre est passé à 105 millions l'an dernier.

En 2022, durant les trois premiers mois de la guerre en Ukraine, 78 millions de personnes du Sud ont plongé dans la pauvreté, et, à la fin de l'an dernier, ils étaient 223 millions ! Ces pays du Sud en sont réduits à ne plus financer leur développement pour pouvoir payer leur dette. Pour un grand nombre d'entre eux, les objectifs de développement durable, ces indicateurs sociaux établis par l'ONU à atteindre d'ici 2030, semblent désormais hors de portée. Car si les Etats-Unis et les pays de l'UE peuvent emprunter à des taux entre 1 et 3 %, ces taux sont de 14 à 18 % pour les pays du Sud. Or ils sont en insécurité alimentaire, en insécurité énergétique, et de très nombreux emplois y ont été détruits. La Banque mondiale parle désormais d'une décennie de croissance perdue...

Les effets positifs de la globalisation, qui avait permis en quelques décennies de sortir de la pauvreté des millions de personnes à travers le monde grâce à l'ouverture des marchés, au libre commerce, ont disparu. On a vu à quel point

la pandémie avait perturbé les chaînes d'approvisionnement : en 2020, l'accent était mis sur les productions locales, régionales. Et puis la guerre et les sanctions ont encore plus perturbé les échanges. La globalisation semble avoir été remplacée par le « friend-shoring », où l'on ne commerce plus qu'avec les pays amis, alliés, qui partagent les mêmes valeurs, les mêmes intérêts. Le commerce n'est plus basé sur l'efficacité, les prix bas, les avantages comparatifs, au risque d'un accroissement des coûts et d'une diminution de l'efficacité, avec, au bout du compte, un consommateur qui devra payer plus. Tout cela explique pourquoi le Sud global est convaincu que la guerre en Ukraine est contraire à ses intérêts, et qu'il faut donc qu'elle cesse, pour que la stabilité revienne et que la croissance de leur économie puisse redémarrer. Une délégation africaine se prépare à des discussions avec Poutine et Zelensky. Et le président Lula a évoqué une initiative des BRICS pour la paix.

Le covid a aussi érodé la confiance du Sud : alors que l'Occident répétait que nous étions tous dans le même bateau, le monde a vu comment les pays occidentaux ont accaparé les vaccins

”

Russie, en Chine et ailleurs. J'ai eu le privilège de rencontrer les présidents Obama, Bush, ainsi que Condoleezza Rice et Hillary Clinton, mais aussi les présidents Mandela, Mugabe, Fidel et Raul Castro, Hugo Chavez. Je comprends donc les vues et perspectives de l'Ouest et de l'Est, du Nord et du Sud.

Avec cette perception : le Sud global a désormais conscience que les intérêts de l'Occident ne coïncident plus avec les siens. L'heure est au « désalignement »...

L'Occident paie-t-il aussi les conséquences de son peu d'intérêt pour les conflits au Sud, de sa politique de doubles standards, imposant aux autres des règles qu'il ne respecte pas lui-même ? Sans compter le colonialisme, l'impérialisme, le racisme ?

Tout cela joue certainement, oui. Revenons un instant aux sanctions et à ce qu'elles révèlent. Seulement une cinquantaine de pays, abritant 18 % de la population mondiale, appliquent les sanctions contre la Russie décidées par les Etats-Unis et l'UE. Plus de 130 autres refusent de les appliquer : ces pays ont pourtant voté à l'ONU pour le respect de l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières d'un Etat souverain. Mais ils ont aussi rappelé que d'autres pays ont été envahis il n'y a pas si longtemps par des puissances occidentales, comme lors de l'intervention américaine en Irak, des opérations internationales en Afghanistan, en Syrie ou en Libye, pour y renverser les leaders en place. Ces interventions ont laissé derrière elles des pays brisés et des Etats tellement fragiles qu'ils peinent à répondre aux besoins de leur population. L'Afrique du Sud a affirmé qu'elle n'appliquerait pas les sanctions contre la Russie, parce qu'elles n'ont pas été décidées par l'ONU, et parce que les sanctions affectent d'abord la population des pays ciblés. Pretoria a, précédemment, condamné à de multiples reprises les sanctions américaines contre Cuba imposées depuis plus de 60 ans, au détriment de la population, et sans aboutir à un changement de régime.

Autre exemple, le Venezuela. Ce pays a été lourdement sanctionné par les Etats-Unis et l'UE. Ses avoirs aux Etats-Unis ont été gelés et le leader de l'opposition, Guaido, a été soutenu par l'Occident quand il s'est déclaré président *de facto*. Le Venezuela étant mis financièrement à genoux, sept millions de personnes ont fui la misère dans leur pays, et le covid y a fait de nombreuses vic-

Vendredi dernier, le président Zelensky a fait une visite surprise au sommet de la Ligue arabe à Djedda, pour tenter de convaincre ces pays du Sud global, dont beaucoup sont proches de la Russie, d'appuyer l'Ukraine.

© AFP.

Len Ishmael



© D.R.

Née à Sainte-Lucie, dans les Caraïbes, Len Ishmael, titulaire de plusieurs doctorats, a vécu en Europe et aux Etats-Unis. Elle est *Senior Fellow* du German Marshall Fund des Etats-Unis, et du Policy Center for the New South. Mais aussi professeure à la VUB et à l'Université Mohammed 6 au Maroc. Elle a été ambassadeure à Bruxelles des Etats de l'Est des Caraïbes et a présidé le Comité des ambassadeurs des pays ACP à Bruxelles. Elle est par ailleurs autrice et éditrice de plusieurs ouvrages sur le Sud global, la géopolitique et les relations Afrique-UE. Son dernier ouvrage, *Aftermath of War in Europe: The West VS the Global South* ? est paru cette année. v.k.